

La démente de Taz

Textes sur la situation au Yémen, écrits du 1er au 6 septembre 2015
(premiers jets à peaufiner plus tard).

Mise en ligne le 6/12/2017, suite à l'assassinat de l'ancien président Saleh.

- Une vision historique de la transition démocratique des sociétés arabes sur le long terme, éclairant la temporalité du clivage sunnite-chi'ite contemporain (6 pages).
= Réflexion encore très inaboutie par rapport aux enjeux.
J'essaie d'introduire à une lecture non-confessionnelle du clivage chi'ite-sunnite pour d'éventuels lecteurs yéménites francophones. Je propose un raisonnement « à la Emmanuel Todd » où j'annonce l'effondrement de l'Arabie Saoudite, non sur la base de critères démographiques mais sur la base d'une épistémologie de la situation présente (réflexion sur les « informateurs »).
- Une lecture des évènements au Yémen depuis 5 ans (6 pages)
Je me permets de trouver ces lignes assez prémonitoires, notamment à la page 9.
- Quelques remarques méthodologiques sur les sciences sociales face à la guerre civile (3 pages).

Dans ce contexte, j'ai décidé de publier « unilatéralement » la thèse que l'Université ne m'a pas permis d'écrire, par la mise en ligne des textes que je considère les plus importants, dans un ordre adéquat :

<https://independent.academia.edu/VincentPlanel/Cargaison-décembre-2017>

Sur la temporalité du clivage sunnite-chi'ite contemporain	2
Le rôle de la question Saoudienne dans la confusion régnante	2
Les grandes puissances face au « rendez-vous des civilisations »	2
Une amnésie occidentale	3
Divergence théologique et configuration historique	4
Vers l'aboutissement d'une séquence historique?	4
L'angle-mort occidental et ses effets sur la crise	5
Transition : En quoi cela me concerne? (Taz aussi a une dignité)	6
Ma lecture des cinq années écoulées	7
Comment en est-on arrivés là?	7
Taz, porte du Yémen	7
La transition démocratique sera nécessairement une épreuve	7
L'épuisement du système républicain	8
La seconde Révolution des Hauts Plateaux	9
La responsabilité de Taz face à la guerre	10
Taz, un creuset pour l'Histoire	11
Taz et sa diaspora	11
Transition : les racines épistémologiques du malaise sunnite	12
Note méthodologique : les sciences sociales face à la guerre civile	13

Sur la temporalité du clivage sunnite-chi'ite contemporain

De quoi parle-t-on au juste quand on oppose aujourd'hui les sunnites et les chi'ites? Pourquoi a-t-on si souvent besoin de recourir à cette opposition? Je propose ici d'éclaircir conceptuellement la genèse historique contemporaine de cette distinction, pour rompre avec l'idée d'un clivage intemporel. Certes, cette distinction plonge ses racines à l'origine-même de la religion musulmane. Mais le clivage tel que nous le connaissons aujourd'hui est le produit d'une conjoncture historique particulière, dont il est suicidaire de faire abstraction. Cette modélisation que je propose nous permettra de poser un cadre explicatif, valable pour l'ensemble des crises du Printemps Arabe, et dont j'exposerai ensuite la pertinence dans le contexte Yéménite.

Le rôle de la question Saoudienne dans la confusion régnante

Hier encore en prenant ma voiture, je tombe sur une émission de France Culture sur la crise syrienne. Des spécialistes très informés se succèdent, répondant aux questions du journaliste, toujours les mêmes depuis 4 ans : « *Va-t-on vers un nouveau Sykes-Picot?* » « *Bashar al-Asad constitue-t-il le problème, ou bien fait-il partie de la solution?* ». Et enfin cette question alambiquée - nous sommes sur France Culture... : « *J'aimerais vous demander, cher Monsieur, si la Syrie se caractérise aujourd'hui encore par la complexité qu'on lui connaît, ou bien si la guerre a apporté, de votre point de vue, une clarification relative?* » La réponse du spécialiste est formelle : « *Non, la complexité moyen-orientale reste une donnée déterminante.* » Grandiose.

Ils ne comprennent décidément rien. Et ce malgré les informations dont ils disposent, qui sont diverses et détaillées. Ils ne comprennent rien pour une raison très simple, que j'ai pour ma part découverte il y a quelques mois (dans des circonstances exposées dans un [précédent billet](#)) : ils partent du postulat que l'Arabie Saoudite est destinée à rester dans le paysage. Ils présentent l'Arabie Saoudite et l'Iran comme deux puissances régionales qu'ils placent sur le même plan, alors que la première est à l'évidence sur le point de s'écrouler, tandis que la seconde est encore dans sa prime jeunesse, sortant du long isolement diplomatique et économique dans lequel l'a plongé sa révolution de 1979.

Or ce qui empêche littéralement ces spécialistes de penser notre moment historique, c'est bien la distinction chi'ite/sunnite : on suppose que, de même qu'il y aura toujours, jusqu'à la fin des temps, des Sunnites et des Chi'ites, ces deux puissances seront nécessairement toujours dans le paysage. Et toutes les sophistications intellectuelles des spécialistes s'efforcent de conjurer les implications de ce postulat erroné : « *Je crois pour ma part que ce n'est pas tant une guerre entre sunnites et chi'ites qu'une guerre entre Arabie Saoudite et l'Iran, par sunnites et chi'ites interposés...* ». Merci.

Les grandes puissances face au « rendez-vous des civilisations »

Reprenons. Pour y voir plus clair, il faut commencer par avoir en tête les enjeux historiques de plus long terme, tels que peuvent les appréhender les historiens et les démographes. Lorsqu'une société dépasse un certain taux d'alphabétisation, lorsque le taux de fécondité s'abaisse - quand les parents commencent à miser sur l'éducation de leurs enfants plutôt que sur leur nombre - cela induit nécessairement des changements sur le plan de l'organisation politique. Dès lors que les instruments symboliques du pouvoir, à savoir *l'écrit*, sont maîtrisés par le plus grand nombre, la société ne

s'accommode plus des formes de domination personnelle qui prédominaient antérieurement dans l'organisation sociale. En France, ce fut la césure entre l'Ancien Régime et le dix-neuvième siècle héritier de la Révolution. Dans la plupart des pays européens, la transition s'effectue autour de la même période. Pour les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, la transition s'est beaucoup faite attendre, à cause du retard de développement induit par la colonisation et d'autres facteurs historiques, en partie liés aux spécificités de l'histoire musulmane. Néanmoins aujourd'hui, la transition est bel et bien là, tous les indices convergent - je renvoie au livre publié en 2007 par les démographes Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisation*.

Le premier pays de la région à avoir passé le cap est l'Iran, avec sa « Révolution islamique » de 1979. Et c'est là que réside l'origine du clivage sunnite/chi'ite, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Il faut en effet se souvenir du traumatisme causé chez la puissance Américaine par la prise d'otage de son ambassade à Téhéran. On peut faire le parallèle avec la France de 1789, qui avait osé couper la tête de son roi, dans une Europe où les relations diplomatiques étaient régies par les alliances matrimoniales entre des familles régnantes toutes apparentées les unes aux autres. D'où les guerres révolutionnaires qui opposèrent d'emblée la France au reste de l'Europe, et qui se prolongèrent une bonne partie du XIXième siècle. De la même manière, la Révolution Iranienne changeait radicalement les règles du jeu, d'une manière que la puissance Américaine n'était absolument pas prête à accepter, surtout en pleine guerre froide. Néanmoins, on ne pouvait rien contre cette révolution intellectuelle endogène : que ce soit dans le monde chi'ite ou sunnite, l'islamisme était né.

Donc dès le départ, les grandes puissances durent composer avec l'islamisme naissant. L'Irak de Saddam Hussein fut soutenu dans la guerre longue et meurtrière qu'il mena contre l'Iran. Parallèlement, sur le flanc oriental de l'Iran, l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique devait contrer une éventuelle contagion de l'islamisme dans les Républiques musulmanes méridionales de l'URSS. Et l'Arabie Saoudite, alliée aux Etats-Unis, s'empressa d'investir elle-aussi le terrain Afghan avec ses Moudjahidines. Il fallait que cette déstabilisation islamiste des Républiques soviétiques musulmanes profite au camp Américain, mais également prévenir tout rapprochement idéologique soviéto-islamiste. Cet événement produisit donc un resserrement de l'alliance américano-saoudienne : le programme Afghan de la CIA fut initié par le président Jimmy Carter en juillet 1979, quelques mois après la révolution iranienne, où l'Amérique avait perdu un allié de poids.

Une amnésie occidentale

Au moment de la Révolution Iranienne, pour les commentateurs en Europe et aux Etats-Unis, c'est la guerre froide qui mobilisait les esprits. On avait l'impression d'un monde polarisé autour de l'affrontement entre marxisme et capitalisme. Ce clivage permettait d'expliquer toutes les guerres, beaucoup mieux qu'une Révolution Islamique encore localisée, et dont on percevait mal les implications. Pour le camp des démocraties libérales, la Révolution Islamique avait partie liée avec le Grand Satan Soviétique ; inversement pour le camp progressiste, l'islamisme apparaissait comme une créature de la CIA, une manifestation de l'union globalisée des forces réactionnaires. Autrement dit, l'islamisme n'avait pas d'autonomie causale dans les explications communément admises de l'actualité : l'islamisme était perçu comme le corollaire d'une ethnicité musulmane, et non comme un mouvement historique porteur d'une certaine nouveauté. Le problème de l'accession à la maturité démocratique des sociétés musulmanes du Moyen-Orient n'était pas encore perçu dans toute sa portée.

Cet angle-mort est important à souligner pour notre propos. Les Occidentaux n'ont vraiment découvert l'islamisme qu'au moment du 11 septembre 2001, et c'est alors que la thèse du choc des civilisations est

devenue un point de référence. L'islam politique est entré dans le paysage comme un OVNI, comme une entité explicative suffisante et autonome, déconnectée de notre conscience historique. La perception dominante d'un clivage sunnite/chi'ite figé dans l'histoire est un corollaire de cette amnésie.

Divergence théologique et configuration historique

Afin de progresser dans notre compréhension, il nous faut recentrer notre attention sur la problématique sociologique qui constitue la source de ces évolutions historiques : la transition d'un ordre social fondé sur des rapports de domination personnelle, vers un ordre social médiatisé par les instruments symboliques de l'écrit. À cet égard, aucune comparaison n'est possible entre l'Iran et les sociétés arabes sunnites. Comment comparer le chemin parcouru par la République Islamique depuis trois décennies, dans un véritable bouillonnement intellectuel, politique et social, avec la sclérose des régimes autoritaires arabes, l'esclavagisme de la société saoudienne, et la stagnation intellectuelle qui l'accompagne? Pour autant, ce constat n'oblige en rien à postuler une prédisposition à l'arriération, qui serait inhérente à l'islam sunnite. Ou, plus exactement, cette hypothèse ne s'impose que pour un observateur ignorant du contexte englobant, qui placerait les sociétés côte-à-côte comme des tubes à essais, oubliant que ces sociétés sont imbriquées dans une même histoire. L'explication de la situation actuelle doit être cherchée dans une *configuration* historique, et non dans les divergences théologiques entre les écoles chi'ites et le sunnites. Dans cette affaire, cette divergence théologique intervient essentiellement en tant que fait sociologique : ces deux écoles forment des traditions lettrées relativement disjointes, de sorte que les évolutions affectant l'une n'affectent pas nécessairement l'autre, ou du moins pas de manière immédiate. Très logiquement, cette ligne de fracture a donné lieu à une exploitation géopolitique de la part des grandes puissances étrangères. Il se trouve que c'est un pays chi'ite, l'Iran, qui a opéré le premier sa révolution intellectuelle, de sorte que les pouvoirs en place dans le monde sunnite ont développé des anticorps préventifs, qui ont marqué durablement les formes d'expression politique de cette zone. La répression impitoyable des forces islamistes est devenue la norme à partir des années 1980, à commencer par l'Algérie, où les islamistes initialement étaient pourtant arrivés au pouvoir par voie démocratique.

Vers l'aboutissement d'une séquence historique?

Ainsi replacé dans une séquence historique cohérente, on comprend que le Printemps Arabe n'est certainement pas en train d'ouvrir une nouvelle crise. Il annonce au contraire la conclusion de la crise ouverte, trois décennies plus tôt, par la première transition politique de la région moyen-orientale.

Certes, les soulèvements de 2011 ont débouché un peu partout dans le monde arabe sur des reprises en main autoritaires, et sur des guerres civiles dont l'horreur rivalise avec la guerre civile algérienne. Pourtant, on peut d'ores et déjà exclure, dans tous les pays de la zone, un retour au statut quo antérieur, comme ce fut le cas en Algérie. En effet, le contexte international est radicalement modifié par plusieurs facteurs, et en premier lieu par la fin de l'hégémonie américaine. On a bien vu ces dernières années combien la fin de l'hégémonie américaine a pour effet de mettre de l'huile sur le feu, du fait de l'action désordonnée de grandes puissances concurrentes comme la Russie et la Chine, notamment sur le dossier syrien. Cette ouverture du jeu international est précisément ce qui interdit un scénario à l'Algérienne de retour au statut quo antérieur. Et en dépit de l'horreur qu'elles traversent, les sociétés arabes sont au pied du mur : elles ne sortiront de ces guerres qu'en acquérant une capacité à mettre à distance les ingérences étrangères, grâce à une maturité politique renouvelée.

Sur le terrain, il y a fort à parier que les acteurs s'inscrivent aujourd'hui déjà dans cette perspective.

L'effervescence djihadiste, qui caractérise aujourd'hui la scène moyen-orientale, est bien sûr effrayante par sa violence, qui semble souvent de l'extérieur dénuée de toute rationalité. Mais elle peut aussi s'interpréter de manière plus optimiste, comme le signe d'un tâtonnement collectif vers cette maturité politique.

En apparence, la puissance diplomatique et financière de l'Arabie Saoudite a réussi ces dernières années à remettre au pas plusieurs pays arabes, notamment l'Égypte et la Tunisie, qui avaient semblé montrer la voie d'une alternative politique cohérente. Cela ne doit pas cacher la fragilité de cette remise au pas. L'isolement diplomatique de l'Arabie Saoudite n'est pas encore une réalité, mais il ne saurait tarder. À l'évidence, les États-Unis s'y sont préparés, d'une part en renouant des liens diplomatiques avec l'Iran, d'autre part en se donnant les moyens de l'indépendance énergétique par l'exploitation du gaz de schiste. La France de François Hollande ne pourra aller contre cette évolution. En interne, l'Arabie Saoudite est passablement affaiblie par ce qu'il faut bien appeler l'œuvre politique d'Osama Ben Laden : la multiplication de la contestation djihadiste au sein même de son espace politique. Pour assurer sa survie, le pouvoir saoudien se retrouve contraint de lancer sa propre filiale djihadiste concurrente, identifiable dans « l'État Islamique », que ce soit en Irak ou au Yémen. On voit mal comment la dynastie Al-Saoud pourrait sortir indemne de cette surenchère, et le pouvoir saoudien survivre sous sa forme actuelle. En comparaison, la stabilité iranienne ne fait aucun doute.

Mon but n'est pas de prédire l'avenir en jouant madame Soleil, mais d'analyser le comportement des acteurs. Dans le conflit yéménite comme dans le conflit syrien, il semble en effet évident que les forces en présence parient tous sur la chute à moyen terme du voisin saoudien. Les forces chi'ites s'y préparent en attaquant frontalement l'Arabie Saoudite, mais les forces djihadistes sunnites également. L'enjeu n'est pas seulement l'Irak ou le Yémen, mais l'Arabie Saoudite elle-même. La guerre civile yéménite n'a effectivement pas lieu, dans le sens où la guerre qui sévit aujourd'hui au Yémen est surtout le prélude, ou l'un des préludes, de cette inéluctable guerre civile saoudienne.

L'angle-mort occidental et ses effets sur la crise

D'où l'absurdité de ces commentateurs occidentaux, qui s'en tiennent à l'explication binaire du conflit entre puissances régionales, sunnites et chi'ites. Ceux-ci feraient bien de reconsidérer la situation actuelle, avec en ligne de mire cette perspective d'une chute de l'Arabie Saoudite. *Mais en sont-ils seulement capables?*

Le fonctionnement social du milieu universitaire, comme celui du milieu journalistique, consiste à miser, parmi une gamme d'opinions tenues pour vraisemblables, sur celles susceptibles de mettre en valeur la « compétence scientifique » du locuteur. Or la chute de l'Arabie Saoudite les fait basculer dans un inconnu total, un impensé. Toute personne qui tentera de formuler cette position de l'intérieur, se verra regarder de travers et, très probablement, soupçonné d'islamisme.

Bref, je ne veux pas trop m'avancer sur les débats qui agitent probablement le milieu des sciences politiques en ce moment. Il est possible que cette question soit abordée. Mais jusqu'à quel point peut-elle l'être? Il me semble qu'il existe des obstacles intellectuels structurels, qui empêchent que cette piste soit suivie sérieusement. D'ailleurs, il suffit d'un petit test rapide sur google, pour s'apercevoir que la « chute de l'Arabie Saoudite » est un quasi-tabou dans le monde intellectuel autorisé.

Si les sciences sociales occidentales espèrent contribuer positivement à la transition délicate que traversent les pays du monde arabe, elles doivent aborder de front le problème, et opérer un travail réflexif sur ces obstacles épistémologiques structurels.

Transition : En quoi cela me concerne? (Taez aussi a une dignité)

Mettons nous à la place d'un Occidental, contemplant la photo d'un enfant syrien de quatre ans échoué sur une plage.

En quoi cela me concerne-t-il? En quoi suis-je responsable de ce qui se passe en Syrie, et dans le monde arabe en général? En quoi suis-je lié à ce qui se passe là-bas? Il y a la politique de nos gouvernants, mais ce n'est pas seulement ça. En quoi le regard que je porte sur cette crise contribue-t-il à l'aggraver?

Les Européens sont mûrs, ils sont obsédés par cette culpabilité, comme l'a montré l'affaire des migrants ces derniers jours.

Dans le problème historique que je viens de présenter, la transition démocratique des pays du Moyen-Orient, c'est en fait la même question qui se pose. Est-il concevable que le regard que nous portons sur cette évolution historique ait le pouvoir de l'immobiliser, d'en retarder indéfiniment l'échéance? Si vous m'avez bien lu, c'est quelque chose comme ça qui se passe...

Autre exemple. Je suis enseignant, et je sens que le regard que je porte sur un enfant le bloque dans son apprentissage. Je m'y prends mal. Est-il concevable que ce soit précisément les efforts d'un enseignant qui bloquent l'accès d'un enfant au savoir? Cela arrive tous les jours. Nos sociétés en ont aujourd'hui pris conscience, elles disposent de réflexions élaborées... qu'elles peinent cependant à mettre en oeuvre lorsqu'il s'agit de l'islam.

Dernier exemple. Je suis un ethnologue travaillant sur la société yéménite, et j'écris un mémoire sur un personnage charismatique local. Quelques années plus tard, alors que j'ai continué à enquêter dans le même environnement social, on diagnostique chez cette personne une « schizophrénie ». En quoi cela me concerne? (voir aussi plus loin la « note méthodologique »)

L'un des enjeux décisif de la transition historique que nous vivons, c'est le moment de rencontre entre l'ijtihad musulman et ces efforts intellectuels, propres à l'Occident de culture chrétienne. Et notamment, une véritable appropriation par les musulmans de la question écologique. Le monde se meurt sous nos yeux. Nous sommes responsables, nous le sentons bien. Nous savons que notre regard détruit ce sur quoi il se pose. Mais nous ne savons pas comment conjurer cette situation... Les musulmans doivent s'approprier cette question, dans toute sa complexité, car l'islam a une contribution décisive à apporter.

Par ailleurs cette question, les observateurs occidentaux ne commenceront à la poser pour le monde arabe qu'à partir du moment où leurs interlocuteurs arabes les y contraindront. Non pas à l'Algérienne, comme font les Indigènes de la République : « *Vous les sales colonialistes regardez ce que vous nous avez fait!* ». Non. Ils les contraindront à se la poser, parce qu'ils se la poseront pour eux-mêmes. « *En quoi suis-je responsable?* » Pour l'instant, cela n'arrive pas. À Taez ces jours-ci par exemple, on n'entend rien de cet ordre. C'est un impensé structurel.

Je sais pourtant qu'il existe à Taez, même aujourd'hui, quantité de gens qui se posent cette question en silence. En quoi sommes-nous responsables? C'est dans cette question que réside la dignité d'une personne, d'une ville ou d'une région. La dignité de se poser cette question, même quand elle est attaquée.

Ma lecture des cinq années écoulées

Comment en est-on arrivés là?

Il y a quelques semaines, au milieu d'un chaos généralisé, la ville de Tazé fêtait sa libération par un grand feu d'artifice - alors que les Houthis encerclaient encore la ville, postés sur les hauteurs - et les Tazéites sortaient défilant pour remercier le roi Salman. J'ai compris que cette ville, ma ville, était en train de devenir folle. J'ai vu la population citadine s'acharner sur des cadavres. J'ai entendu la fine fleur de la « capitale culturelle » se vautrer dans la parole la plus raciste, la plus déshumanisante - « Ces chiens de Houthis... ». J'ai vu de jeunes graphistes de talent tripoter sur photoshop les cadavres de nourrissons, afin d'en tirer des affiches sanguinolentes et *design*. J'ai vu une population citadine réfugiée sur son île, appelant au secours l'humanité civilisée, en faisant totalement abstraction des bombes qui s'abattaient au même moment sur certains quartiers de la même ville - à Sala par exemple - et depuis de longs mois ailleurs, sur le reste d'un pays soumis à l'embargo. Des bombes sur un pays affamé, comme d'habitude. Et au milieu, réfugiés sur un rocher, les derniers représentants du peuple élu, de l'humanité éclairée, appelant à l'aide 24 heures sur 24 sur Twitter, grâce à leur maîtrise de l'informatique et des langues occidentales.

Tazé, porte du Yémen

Te rends-tu seulement compte, Tazé, du pouvoir que tu détiens? Certes, tu ne pèses pas lourd en apparence dans le jeu tribal, qui détermine paraît-il les équilibres politiques du pays. Mais par ta maîtrise des langues étrangères, tu contrôles les rapports que le Yémen entretient avec le monde. Depuis cinquante ans au moins - depuis que le Yémen s'est donné formellement l'allure d'une République - c'est toi qui définis les règles du jeu. Te rends-tu compte que rien ne peut s'écrire sur le Yémen, que rien ne peut-être *réel*, sans que tu y consentes? Si tu es la porte du Yémen, tu es aussi le cadenas qui enferme son avenir. Collectivement les Tazéites ont ce pouvoir, et cette responsabilité.

Bien sûr, ce cadenas qui enferme le Yémen à Tazé, enferme aussi la société Tazéite à elle-même. Il est indissociable de ce qu'on appelle le *Régime*, et son fonctionnement est inscrit dans la géographie de la ville, entre al-Gahmaliyya et al-Hawban, dominée par la citadelle d'al-Qahira. À Tazé, la ville enferme la tribu en son sein, comme dans un coffre-fort. Et si les campagnes environnantes paraissent si paisibles, c'est que chacune à sa manière possède une clé de la citadelle. Aucune autre ville yéménite ne se présente au voyageur sous une si farouche féodalité. Mais en réalité, cette mise en scène est le creuset d'un contrat tacite, d'un pacte démocratique.

(Dans la note méthodologique, je développe la démarche qui m'a permis de passer outre l'apparence d'une société clivée, et de découvrir au contraire une culture démocratique latente, trouvant notamment son expression dans des formes de vulgarité).

La transition démocratique sera nécessairement une épreuve

En 2011, Tazé s'est révoltée contre Ali Abdallah Saleh, et elle a été suivie par toutes les régions du pays. Ensemble, les Yéménites se sont entendus pour faire sauter le cadenas, et pour se répartir autrement le pouvoir que le président accaparait en sa seule personne. Le cadenas est aujourd'hui ouvert, déchiqueté, il ne se refermera pas. C'est peu dire que dans l'affaire, Ali Abdallah Saleh a été éprouvé dans sa propre personne, et qu'il s'en est fallu de peu qu'il disparaisse. Je n'ai pas vécu à Tazé

durant cette période, mais je ne suis pas sûr que la ville ait été éprouvée dans les mêmes proportions. Les élites politiques Taezies ont plutôt cédé à une sorte de routine diplomatique, selon une partition dictée par les monarchies du Golfe, et ils ont signé sans sourciller l'immunité du président qui avait été déchu par la volonté commune. La jeunesse de Taz a continué, sur les avenues et sur Facebook, de se livrer aux mêmes rituels révolutionnaires, à la même rhétorique binaire enflammée. Les traducteurs ont continué à traduire, sans se poser de questions, et les courtiers d'ONG à courtiser la précieuse manne financière internationale, selon les mêmes termes, selon la même logique abrutissante d'ingérence humanitaire. Un an à peine après les premiers soulèvements, les Taezzis étaient retombés dans une profonde dépression, un profond défaitisme. Avec le Président Hadi, la ville s'est rangée passivement derrière le parti de la stagnation et du statut-quo, de la médiocrité politique sous perfusion internationale. Taz n'a tout simplement pas saisi quelle était sa responsabilité dans ce moment historique. Et je suis bien placé pour en parler.

Dès les premiers cortèges de l'année 2011, j'ai cru au basculement démocratique qui était en train de s'opérer. J'y ai cru pour les raisons que j'ai esquissées plus haut : je ne suis pas dupe de la mise en scène d'une féodalité dont Taz serait victime de la part des Hauts Plateaux. Je sais pour ma part que Taz n'est pas une exception au sein du paysage ethnologique yéménite (le paysan paisible du Bas Yémen s'opposant aux farouches guerriers du Nord...). Elle n'est pas qu'un accessoire, une commodité au service des observateurs étrangers. Elle est plutôt, plus encore que la capitale Sanaa, le conservatoire d'une culture politique partagée (intégrant implicitement la contrainte de l'ingérence étrangère). Pour cette raison, il était parfaitement absurde et contre-productif, de la part de la Communauté Internationale, d'espérer reconstruire une stabilité politique par dessus le bouillonnement de cette ville méridionale. L'avenir de l'État yéménite, d'un État civil et démocratique, passait nécessairement par Taz. J'ai exprimé cette opinion dans un journal, je l'ai défendue contre le scepticisme des autres chercheurs, et j'ai patiemment argumenté sur le plan théorique, afin d'étayer la crédibilité de Taz pour l'avenir du pays (traduction arabe disponible [ici](#), en français [ici](#)).

Mais j'ai aussi insisté, dès le départ, sur un autre point : ce basculement démocratique devait nécessairement s'accompagner d'une re-négociation des rapports du Yémen avec l'étranger. Une évolution avait commencé à s'opérer sur les Places du Changement : pour la première fois, le regard des rares observateurs étrangers devenait secondaire par rapport aux tractations internes, entre Yéménites de tous horizons. Les jeunes révolutionnaires comprenaient bien, instinctivement, qu'il fallait repenser *l'épistémologie* de la situation yéménite : ce que l'on se montre à soi-même et ce que l'on montre à l'étranger, ce que l'on accepte de percevoir, et ce que l'on tient pour *réel*. Pour le milieu des intermédiaires culturels - à Taz en particulier - cela impliquait une reconversion intellectuelle profonde.

Au lieu de cela, les Taezis ont organisé la mise sous-tutelle internationale du pays. Et peu à peu, on s'est mis à délégitimer l'activisme de la région de Saada, au motif qu'il serait d'inspiration iranienne. Comme si les voyages à Téhéran de quelques cadres politiques avait quelque importance devant l'expérience militante inédite, sur les Places du Changement de 2011, de toute une génération de jeunes de Saada. Mais les Taezis voulaient préserver les acquis de *leur* révolution, telle qu'ils la percevaient eux-mêmes. En réalité, l'ingérence bienveillante des organisations internationales faisait surtout le jeu de l'Arabie Saoudite, qui a pu ainsi « congeler » à peu de frais la vie politique yéménite, durant plusieurs années.

L'épuisement du système républicain

En ce qui concerne la stagnation catastrophique qu'a connu le Yémen entre 2012 et 2014, il est

parfaitement malhonnête de la mettre sur le compte des Houthis, de tel ou tel groupe extrémiste armé, ou encore d'un Ali Saleh machiavélique tirant les ficelles en coulisses. Cette stagnation est la conséquence de l'immobilisme du président Hadi et, plus fondamentalement, de l'obsolescence d'un système républicain usé jusqu'à la corde, que le Printemps Yéménite entendait précisément mettre à bas. Notamment parce que ses institutions, depuis l'aventure militaire égyptienne des années 1960, placent l'ingérence d'une puissance étrangère au cœur de l'appareil d'État. Pourtant, les Tazis ont voulu rester solidaires de ce système moribond, par crainte de perdre la position qu'ils ont toujours occupé en son sein. Même en ayant endossé l'habit révolutionnaire, ils ont voulu rester solidaires de leur image : celle du bon agriculteur du Bas Yémen, prédisposé à interagir avec l'Étranger par sa nature pacifique - et implicitement par sa lâcheté.

En quelques années, de 2011 à 2014, ce système républicain moribond a eu raison de l'espoir qui était né sur les Places du Changement, et l'ensemble des Yéménites se sont trouvés réassignés à leur caricature. Les Yéménites des Hauts Plateaux se sont révélés fidèles à leur (prétendue) nature guerrière, et ceux du Bas Yémen fidèles à leur (prétendue) bâtardise. À cet égard, les vidéos qui nous parviennent aujourd'hui offrent un tableau paroxystique et tragique, celui d'une double fuite en avant. Dans le Nord, chaque tribu et chaque clan semble se refermer sur sa solidarité interne, sa fibre guerrière ancestrale, au point de miser sur l'enfant de quatre ans qui perpétuera l'honneur et la survie du groupe (cf la vidéo [شاعر يماني قصيدة فخر مع الفيديو لأطفال رماية حية](#)). Symétriquement à Taz, on observe une fuite en avant dans l'extraversion (misant entièrement sur le regard extérieur), au point d'atteindre une sorte d'hystérie schizoïde, avec des chefs de guerre qui rugissent sur les plateaux télé (cf les [harakât](#) de Hamoud al-Mikhlafi) pour s'effondrer en pleurs l'instant d'après (cf [les larmes du porte-parole de la Résistance](#), le 24 août 2015, *fi waqt al-shadda*). Tout cela est une caricature. Quelle visibilité sur l'avenir peut-on attendre de ceux qui prennent les caricatures au sérieux?¹

La seconde Révolution des Hauts Plateaux

Que penser de cette « seconde révolution », que les Houthis appellent « Révolution du 21 Septembre (2014) », date où débute leur occupation du siège du gouvernement à Sanaa? Pour beaucoup de Tazis, cette révolution n'en est simplement pas une, et ils ne voient dans cette affaire que le retour d'Ali Abdallah Saleh et de l'ancien Régime. Je crois simplement qu'ils se trompent. Les Tazis sont aveuglés par leur méfiance structurelle à l'égard des Hauts Plateaux : ce mélange de peur et de condescendance qui marque si profondément la ville, et qui la structure à l'intérieur-même de sa propre hiérarchie sociale (comme à l'échelle du Hawdh al-Ashraf, de par et d'autre du rond-point...). De la même manière que les Tazis se sont révoltés contre le Régime sans s'apercevoir qu'ils en faisaient partie, ils mettent aujourd'hui dans un même sac tout ce qui n'est pas *eux* : à la fois les Houthis et « 'Affâsh » / Ali Abdallah Saleh, l'Ancien Régime et toutes les « manœuvres » du monde tribal.

Pourtant d'un point de vue anthropologique, l'alliance entre Ali Abdallah Saleh et le mouvement Houthis est une véritable nouveauté. Il implique en effet une sorte de réconciliation spectaculaire de l'histoire politique du Yémen du Nord, mêlant deux cultures politiques contradictoires, celles de la République Arabe et celle de l'Imamat. Or les Tazis préfèrent ne pas y croire : pour eux, les Houthis sont naïfs, et c'est toujours Ali Abdallah Saleh qui tire les ficelles. Les Tazis continuent de croire au spectre du Président tout puissant, par-delà la désintégration du système politique qui faisait sa force. En effet, le

¹ Voir par exemple cet article de Fari' al-Muslimi, un journaliste Yéménite vivant aux Etats-Unis : [« Géographie de la guerre et de l'agriculture au Yémen »](#). L'article combine brillamment des analyses d'anthropologie et d'histoire sociale, mais il s'arrête en chemin et produit finalement une vision déterministe de l'Histoire, qui n'offre pas de perspective sur la transition actuelle.

système républicain hérité de 1962 était construit sur la diabolisation du régime des imams, sur une idéologie moderniste qui rejetait dans l'obscurantisme à la fois la culture politique zaydite et une certaine forme d'arriération tribale. C'est cette idéologie qui permettait à Ali Saleh d'être « l'Imam à la cravate » (*al-imam abu krafata*), et de « danser sur la tête des serpents », comme le faisait avant lui l'imam. Mais en présence d'Abdelmalik al-Houthi, on ne pourra pas avoir deux imams, et il va bien falloir choisir! Cette union de deux cultures politiques contradictoires, donc susceptibles de se neutraliser l'une l'autre, laisse potentiellement une place à d'autres acteurs, venus du Bas Yémen et de l'ancien Sud, et pour une forme de pluralisme politique. D'ailleurs jusqu'au déclenchement de la guerre (le [20 mars 2014](#), par l'Organisation État Islamique), les Houthis respectaient l'intégrité de Taz en gage de leur bonne volonté. On semblait enfin tenir là la porte de sortie du Régime hérité de 1962.

Mais les Tazis ne veulent pas y croire : ils affirment que Ali manipule Abdelmalik, et que cette alliance ne produira qu'un retour de l'ancien régime. Or ils ne font là qu'exprimer leur incrédulité à l'égard de toute perspective de basculement révolutionnaire réel. Ils parient sur le fait qu'un jour où l'autre, Ali Saleh parviendra à nouveau à s'imposer comme le seul homme capable de maîtriser le chaos yéménite, et qu'il parviendra ainsi à racheter le soutien saoudien et international. Comme si, après toute cette phase de chaos, le monde arabe sunnite allait retomber sur le bon vieux système Mubarak / Ben Ali, caractéristique des trois décennies 1980-2010! Les Tazis ne réalisent pas que tout ce système, sur lequel reposait la régulation des sociétés arabes sur la scène internationale, est en voie de désintégration. Et l'Arabie Saoudite elle-même n'y survivra probablement pas. Dans ce contexte, Ali Abdallah Saleh a simplement décidé de se jeter dans le fleuve tumultueux de l'Histoire, d'y jouer ses dernières cartes avant qu'elles ne lui échappent totalement. *Tawakkal 'alâ Allah!* Les Tazis feraient bien de faire de même, plutôt que de miser leur avenir sur cette Arabie Saoudite incohérente et sénile, et sur une rationalité internationale tétanisée.

La responsabilité de Taz face à la guerre

À l'heure de la « déclaration constitutionnelle » proposée par les Houthis, bon nombre d'observateurs étrangers accueillait cette évolution avec une forme de soulagement. Cela a été le cas, en premier lieu, des Américains, qui ont évacué leurs forces armées dans une ambiance presque bon enfant et se sont bien gardés de déplacer leur ambassade à Aden. Pour tous les observateurs, la situation antérieure ne pouvait plus durer. Pour le Président Hadi lui-même, la démission était bien le geste politique qui s'imposait.

C'est donc un mensonge singulier que d'oublier la démission de Hadi, et de faire croire qu'il se serait enfui avec armes et bagages à Aden, puis en Arabie Saoudite, emportant avec lui la « légitimité démocratique ». Bien au contraire : ces événements politiques s'inscrivaient dans une séquence historique cohérente, dotée d'un enracinement anthropologique endogène, au moins pour le Yémen du Nord. Il y a donc une manipulation spectaculaire à présenter cette évolution comme le produit d'une ingérence iranienne - sous prétexte que l'Iran s'est empressé d'accorder une reconnaissance diplomatique et d'envoyer quelques avions. Cette manipulation odieuse perdure pourtant jusqu'à aujourd'hui dans les médias internationaux, et sert de caution morale aux bombardements saoudiens. Car même lorsqu'ils n'approuvent pas explicitement ces bombardements saoudiens, les médias internationaux placent systématiquement cette intervention sur le même plan que la prétendue « ingérence iranienne ».

Et rappelons nous : rien ne peut être écrit sur le Yémen du Nord si Taz n'y consent. Dans le cadre du pacte tacite qui lie la société yéménite à elle-même, Taz aurait dû s'élever contre cette manipulation.

C'était sa responsabilité historique, et ça l'est encore.

Taez, un creuset pour l'Histoire

Avec cette révolution du 21 septembre 2014, les Hauts-Plateaux zaydites ont réussi à se tourner vers l'avenir, en s'en remettant à la sagesse et à l'intuition d'une lignée de chefs religieux charismatiques. Les régions sunnites ont été jusqu'à présent incapables d'adopter une posture équivalente, en puisant dans leur propre tradition religieuse. Et c'est bien entendu le fond du problème : dans l'ensemble du monde arabe, le champ politique sunnite reste écartelé entre les partis progressistes, la radicalité salafiste, et le louvoiement perpétuel des frères musulmans. Contrairement aux zaydites, les Yéménites sunnites subissent le poids de trois décennies de stagnation politique, intellectuelle et sociétale, à l'échelle du monde arabe (cf mon cadrage historique sur les effets géopolitiques de la révolution iranienne de 1979).

Pour autant, la mauvaise foi à l'égard des autres communauté n'avancera en rien la communauté sunnite. Si un Sunnite n'admet pas l'accaparement des fonctions politiques par les descendants du Prophète, cette réserve théologique ne doit pas l'empêcher, dans une situation particulière, de reconnaître la pertinence des discours d'Abdelmalik al-Houthi. Elle ne doit pas l'empêcher de reconnaître la cohérence du personnage, et de préférer cette cohérence au louvoiement des cadres d'al-Islah, qui a été dénoncée clairement au printemps dernier par l'émissaire de l'ONU, Jamal Ben Omar. Taez doit servir de référence à la refondation de la pensée politique arabe sunnite, grâce à sa culture politique subtile, tirée de sa centralité dans l'histoire yéménite depuis 1948.

Malheureusement, certains mouvements réformistes, hérités du contexte politique autoritaire (les frères musulmans), emmènent aujourd'hui les sociétés arabes dans une impasse, parce qu'ils entretiennent une conscience politique clivée, jouant à la fois sur le tableau de la radicalité djihadiste et sur celle de la rationalité moderne. Logiquement, cette génération court vers deux formes de lobotomisation : la lobotomisation par l'exil, par le chantage au confort du monde occidental, ou la lobotomisation par l'entrée dans la violence et la radicalisation religieuse. Une troisième voie doit voir le jour, et Taez doit en être le creuset.

Taez et sa diaspora

J'ajoute une remarque. Pour que Taez négocie à l'avenir les conditions de sa survie, il va bien falloir qu'elle cesse de se mirer dans le miroir de l'opinion internationale. Et il va bien falloir qu'elle coupe le cordon avec sa diaspora. Comme [cet épicier New-Yorkais](#) qui rasait sa moustache au milieu du mois d'août pour fêter cette libération en trompe-l'oeil, et qui se réjouissait en ces termes : « *La prochaine fois, j'arriverai directement par l'Aéroport international de Taez!* » suivi d'une longue diatribe contre les douaniers de l'aéroport de Sanaa, ponctuée de force grimaces et aux accents passablement racistes - leur nonchalance, leur corruption, etc. (voir vers [1:51](#)). Le Yémen ne sera plus, pour longtemps, le pays idéal pour passer ses vacances. Cet épicier doit l'accepter, tout comme doit l'accepter Taez, la capitale culturelle yéménite, la patrie des instituteurs. Le Yémen ne sera plus une grande cour d'école, pleine d'élèves bouillonnants de vie et de spontanéité, à qui les Tazis se chargent d'inculquer les mathématiques et de vendre des barres chocolatées. Ce pays là n'existe plus, pour longtemps. Mais il ne faut pas pour autant jeter aux oubliettes le pacte qui liait ensemble la société yéménite. Car il fallait bien des élèves pour faire vivre les instituteurs, et des consommateurs pour faire vivre les épiciers. Il fallait bien aussi des hommes de poigne pour organiser ce grand souk, en prélevant des taxes. La

conscience politique de Taz ne se limite pas à quelques images d'Épinal (le Yéménite modéré, l'agriculteur pacifique du Bas Yémen...), monnayables sur le marché de la légitimité internationale. De toute les régions yéménites, Taz conserve la mémoire des paradoxes et des équilibres subtiles, sur lesquels a reposé durant des décennies la stabilité de l'État yéménite.

Que les Yéménites expatriés continuent donc de peaufiner leur image de bons citoyens américains raisonnables, afin de ne pas subir le racisme de leur concitoyens. Mais que ceux-ci n'empêchent pas le reste des Yéménites, enfermés dans leur cage par la politique des visas, de prendre en main leur destin.

Transition : les racines épistémologiques du malaise sunnite

Le drame des Printemps Arabe n'a rien de fondamentalement arabe : c'est le drame de l'éducation moderne. Le drame de ce printemps que promettent les Lumières depuis trois siècles, tout en ouvrant à des jours toujours plus sombres. Après 50 années d'éducation de masse, les enfants de Taz ne savent pas quoi faire de tant d'éducation. Voilà précisément la *damnation* des Lumières, qui construit l'extériorité du sujet au monde qui l'entoure. Sitôt les jeunes Yéménites ont-ils déclaré leur indépendance, que le pays leur échappe des mains, se retourne contre eux comme une nature hostile. D'où leur détestation d'Ali Abdallah Saleh, celui qui semble connaître le pays d'une manière qu'ils ne le connaissent pas. Et cette détestation va jusqu'à lui prêter un pouvoir absolu derrière les coulisses.

Pour autant, il faudra bien un jour que ces Lumières rejoignent celle de l'islam... Et Ali Saleh ne fait que sentir le sens du vent. L'avenir ne lui appartient pas, ou pas plus qu'aux enfants de Taz, si ceux si savent se réconcilier avec l'Histoire. Car la seule réponse à cette *damnation* inhérente à la pensée des Lumières, c'est une forme de tâtonnement, de *tawakkul*, ou remise confiante en Dieu. Vers laquelle devrait tendre, dans l'idéal, la délibération démocratique.

Malheureusement, dans la transition actuelle, je crois que les sciences sociales du monde arabe agissent comme une terrible force anti-démocratique. En effet, cette force apparaît capable, à force d'essentialisme, de vider de sa substance toute transaction démocratique.

Ci-dessous, quelques considérations épistémologiques, et une esquisse de commencement d'explication.

Note méthodologique : les sciences sociales face à la guerre civile

Ma démarche *épistémologique* est radicalement différente de celle qu'adoptent ordinairement les experts de sciences politiques. Je dois expliquer brièvement pourquoi.

Généralement face à une guerre civile (et en réalité face à une situation sociale quelle qu'elle soit) le chercheur en sciences sociales commence par délimiter des groupes sociaux, qu'il dote d'une culture, d'une vision du monde. Car c'est l'un des postulats fondamentaux de la sociologie : on sait que les membres d'un même groupe, d'une même société, ont tendance à se renforcer mutuellement dans leur vision du monde. Et comme leurs visions respectives du monde sont contradictoires, ces deux groupes se font la guerre. Ça suffit pour formuler un modèle, pour créer une tautologie, et on a déjà l'impression de comprendre un peu mieux.

Par exemple, dans une situation de conflit telle que la guerre qui sévit aujourd'hui au Yémen, le chercheur commencera fatalement par distinguer deux camps : ceux qui se battent avec l'Arabie, et ceux qui sont soutenus par l'Iran. Puis il identifiera l'un des deux camps au Nord, et l'autre au Sud, au moins dans une première approximation. Il tracera la même frontière dans le domaine politique, en distinguant les partisans d'Ali Saleh d'une part, et d'autre part les partisans d'al-Islah. Bien sûr, le chercheur sait que les choses sont plus compliquées, mais il pense qu'il sera toujours temps de nuancer plus tard, d'affiner le tableau, par petites touches. Afin de décrire la situation, l'expert a d'abord besoin d'un fond de carte, de frontières dessinées en pointillé, distinguant des zones qu'il lui faut colorier. Il ne sait pas fonctionner autrement, c'est un problème de cognition.

Moi-même, j'ai fonctionné de la sorte lorsqu'il s'est agi d'analyser le déroulement de mon premier terrain à Taz. Ça s'était passé dans le quartier du Hawdh al-Ashraf, entre juillet et octobre 2003. Même sur quelques hectares de tissu urbain, j'avais fait l'expérience d'un conflit aigu entre deux types de population : ceux que je rencontrais sur le carrefour (*al-gawla*) et ceux que je rencontrais dans les frontières du quartier (*al-hara*). Les premiers s'identifiaient plutôt à Aden, les seconds plutôt à Sanaa. Les premiers apparaissaient plutôt socialistes ou nassériens, adoptant des postures plutôt libertaires. Les seconds semblaient plus favorables au Congrès Général du Peuple - le parti du Président de l'époque -, avec une tendance à célébrer plutôt le sens de l'honneur et la culture tribale. Bien sûr, j'en ai déduit que la société yéménite était traversée par un clivage, et qu'il existait deux milieux distincts, dont je me suis mis à décrire les caractéristiques. Cela m'a permis de donner sens rétrospectivement au déroulement de mon enquête, et de rédiger un beau mémoire de maîtrise, bien ordonné et néanmoins plein de vie. J'ai eu 18, une excellente note. Mais avant de repartir sur le terrain l'année suivante, je me suis juré de ne plus jamais recommencer.

Il existe un certain rapport entre analyse sociologique et mauvaise foi, et j'en ai eu conscience dès ma première enquête. Il était déjà évident que cette frontière, tracée en travers de la société yéménite, était une facilité, une parade qui me permettait de ne pas trop m'attarder sur ma propre implication. Car si la société yéménite s'était montrée à moi sous cette forme clivée, c'était bien quelque part parce que je lui avais demandé, parce que cela m'arrangeait bien. Cela m'arrangeait bien d'avoir, d'un côté, des interlocuteurs qui prenaient la pose comme de vrais hommes de tribus, et de l'autre, des informateurs bavards, impatients de me livrer la clé des scandales, les blagues et les insultes, tous les petits secrets de la société yéménite. Moi-même, j'avais instauré cette asymétrie. Dans la réalité bien sûr, ceux du carrefour avaient aussi une maison, située au milieu d'un quartier, un espace domestique renfermant les femmes de leur famille et une part de leur dignité. De même, ceux du quartier se rendaient parfois aussi

au souk, et il leur arrivait de faire affaire avec les commerçants. Mais comme j'avais installé un rapport différent avec chacune de ces deux catégories d'interlocuteurs, ils se montraient à moi seulement sous cet angle, ou bien sous tel autre, mais jamais sous les deux angles à la fois.

Après cette première expérience, je suis revenu au même endroit, auprès des mêmes interlocuteurs, et je me suis efforcé d'approfondir ma compréhension. Je n'ai jamais quitté le Hawdh al-Ashrâf. Inlassablement, j'ai tenté de persuader mes interlocuteurs de bien vouloir me montrer l'autre aspect de leur personnalité, celle des deux qu'ils avaient laissé dans l'ombre. J'ai aussi appris à jouer en dialecte yéménite, à tester mes interlocuteurs, en maniant l'art de l'implicite et du sous-entendu. J'ai développé des techniques pour accéder malgré eux à cette part cachée : je suis devenu assez fort, et du point de vue de certains, assez horripilant. Finalement, malgré tous les clivages sociologiques et politiques qui la traversent, la société du Hawdh al-Ashraf est tombée d'accord, implicitement, pour me chasser, afin que je rentre définitivement chez moi.

Voilà Taz. Cette ville m'a beaucoup appris, sur le monde et sur moi-même. Elle m'a dit « Dégage! », mais je la connais comme si elle m'avait faite. C'est la raison pour laquelle je commence toujours par poser ce lien, par parler de ma relation à cette ville, et à la société yéménite plus généralement. Et quoi que je pourrais avoir à dire sur la situation du Yémen et sur la « réalité » yéménite, il y aura toujours cette relation en arrière-plan. C'est ce qui différencie mon analyse de celle des experts.

Sur tout ce dont parlent les sciences politiques², il n'y a de mon point de vue quasiment rien à dire. Tel groupe est situé à tel endroit, et se bat pour conserver telle et telle prérogative, en entretenant telle et telle vision du monde. Certes. Mais cela ne suffit pas à expliquer le conflit. L'idée selon laquelle les religions créent les guerres est une absurdité élaborée par le rationalisme français, qui a son origine dans l'expérience des guerres de religion. Mais au Yémen, chacune des parties en présence, tout en étant située là où elle est, est capable de se rattacher à la « structure qui relie », de s'ancrer dans une commune humanité en dépit des différences doctrinaires. Si les croyants ont souvent plus de courage pour combattre, ils ont aussi plus de courage lorsqu'il s'agit de tendre la main.

Ce qui pose question, c'est plutôt la démence de Taz, une sorte de pathologie épistémique qui maintient le conflit en vie...

Pour moi, c'est très simple, il y a en fait deux sortes de sciences : celles qui postulent la désunion, et celles qui postulent l'unité fondamentale du monde. Toute approche qui postule la désunion, aboutira nécessairement à un constat de désunion.

Par exemple, toutes les sciences cartésiennes postulent implicitement la désunion entre le monde des idées et la « réalité ». Le cogito cartésien flotte toujours au-dessus du monde qu'il étudie. C'est cela qui empêche l'unification des sciences cartésiennes. Ces sciences se limitent à une accumulation de disciplines indépendantes les unes des autres, et qui chacune revendique la primauté de son regard sur le monde. Ne serait-ce que dans le monde du savoir, ces sciences mènent inéluctablement à la guerre civile.

2 Bien sûr, il existe des approches qui considèrent la guerre comme une activité sociale à part entière - et non pas nécessairement le signe d'une frontière entre groupes sociaux (je pense en France à la sociologie de la justification de Luc Boltanski, à la microstoria Italienne, ou aux différents courants de l'interactionnisme). Ces approches m'ont soutenu, elles ont été cruciales pour que je me sente toujours dans la partie. Mais quand j'ai passé le cap de l'islam, elles ne m'ont pas aidé (à l'exception notable d'une personnalité intellectuelle, celle de [Gregory Bateson](#)). Car elles ne vont pas jusqu'au bout, elles ne tirent pas toutes les conséquences de leur découverte, car le monde qui existe à leurs yeux est trop restreint, cadré par le balisage des Humanités européennes sur ce qu'elles considèrent comme le territoire propre.

L'autre type de science est celle à laquelle on aboutit lorsqu'on se focalise non pas sur les choses, mais sur la relation. Quelle est ma relation au Hawdh al-Ashrâf, le lieu de la société yéménite où j'ai atterri pour la première fois? Si j'avais renoncé à approfondir cette question, j'aurais pu me déplacer de région en région, moissonner des territoires comme une moissonneuse batteuse. Je n'aurais pas eu de mal à rédiger une thèse, et je serai aujourd'hui probablement un anthropologue patenté. Mais je n'aurais pas compris l'essentiel.

J'ajoute que pour comprendre, il faut nécessairement lâcher prise, à un moment où à un autre. Il faut arrêter de croire qu'on va pouvoir sauver son ouvrage en l'affinant par petites touches. Il faut lâcher, accepter de voir tout disparaître. Lâcher l'État yéménite, dans l'espoir de le voir renaître sous une autre forme. Les Taezzis aussi seront bien obligés de passer par là.